

*Questions orales***LE COMMERCE EXTÉRIEUR**

## LES EXPORTATIONS D'ACIER À DESTINATION DES ÉTATS-UNIS

**M. Simon de Jong (Regina-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Pourrait-il nous dire ce que le gouvernement a l'intention de faire pour protéger les sociétés sidérurgiques canadiennes, plus précisément Ipsco, contre les droits compensatoires que le département américain du Commerce a demandé de prendre contre certains produits sidérurgiques canadiens? Veut-il également nous donner l'assurance que le gouvernement canadien va aider les sociétés sidérurgiques canadiennes dans leur lutte contre les mesures anti-dumping en instance aux États-Unis?

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, j'assure au député que je suis parfaitement au courant des problèmes qui se posent à l'industrie sidérurgique en ce moment, d'autant que j'ai une aciérie dans ma circonscription. Nous avons travaillé coude à coude avec ce secteur au sujet de la récente décision américaine. Il n'y a pas encore eu de décision au sujet du dommage, elle est attendue pour la fin mai. Je répète que nous collaborons étroitement avec le secteur au sujet de cette décision. Je puis également dire au député que cet après-midi des représentants d'Ipsco rencontrent mes services pour examiner ces divers problèmes et discuter des audiences qui vont avoir lieu.

## LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**M. Simon de Jong (Regina-Est):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Peut-il nous donner l'assurance que le gouvernement canadien ne pliera absolument pas devant les industriels américains qui cherchent à faire de cette question une condition préalable à l'ouverture des négociations sur le libre-échange?

**L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je puis répéter ce que le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi avons déjà affirmé, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de condition préalable à ces négociations que nous espérons entamer avec les États-Unis. Il n'y en a pas, un point c'est tout. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour aider l'industrie sidérurgique dans les problèmes difficiles auxquels elle se heurte en ce moment.

\* \* \*

[Français]

**LES AÉROPORTS**

## LA GRÈVE IMMINENTE DES POMPIERS

**L'hon. André Ouellet (Papineau):** Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Transports. A minuit ce soir, 1,400 pompiers qui desservent les aéroports du pays seront en grève. Quelle mesure d'urgence le ministre a-t-il prise pour s'assurer que la sécurité des voyageurs ne sera pas compromise par cette grève?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Le député le sait, monsieur le Président, il s'agit de postes désignés, de sorte que leurs titulaires n'ont pas le droit de faire la grève. Les mesures d'urgence voulues seraient prises en cas d'interruption de service.

[Français]

## ON DEMANDE POURQUOI LES POMPIERS SONT SANS CONTRAT DE TRAVAIL DEPUIS LONGTEMPS

**L'hon. André Ouellet (Papineau):** Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. Comment le ministre peut-il justifier que ces pompiers n'aient pas encore un contrat puisqu'ils sont sans contrat depuis novembre 1984, et qu'apparemment ils sont payés quelque \$10,000 de moins que leurs confrères pompiers qui travaillent pour des municipalités voisines des aéroports canadiens?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Comme le député le sait sans doute, monsieur le Président, cette affaire fait l'objet de négociations entre le syndicat des pompiers et le Conseil du Trésor. Ces négociations se poursuivent, et j'espère que les parties en viendront sous peu à un accord satisfaisant.

\* \* \*

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR**

## LA MENACE DES ÉTATS-UNIS DE SUBVENTIONNER SON BLÉ POUR LE VENDRE À LA SYRIE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, la question que je pose au très honorable premier ministre porte sur une affaire importante pour l'ouest du Canada. Vers la fin de la semaine dernière, le gouvernement américain a annoncé qu'il était prêt à utiliser les énormes subsides du *Farm Bill* pour tenter de promouvoir la vente de 700,000 tonnes de blé à la Syrie. Le premier ministre sait-il qu'en utilisant ainsi les énormes subsides que leur consent cette loi, les Américains pourraient s'emparer d'un marché très important sur lequel les agriculteurs canadiens comptent pour écouler leur blé?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je tiens à répondre à cette question, car elle a été abordée la semaine dernière aux réunions de l'OCDE à Paris. À cette occasion, j'ai évoqué la possibilité d'une guerre commerciale sur le marché des céréales par suite des mesures prises aussi bien par les États-Unis que par les pays de l'est et de l'ouest de l'Europe. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi-même avons eu l'occasion d'en discuter avec un certain nombre de ministres des affaires étrangères, du commerce et des finances qui assistaient à ces réunions. C'est une question sur laquelle nous avons beaucoup insisté, car nous nous inquiétons vivement des conséquences. Il est encore trop tôt pour prévoir quels seront les résultats des entretiens internationaux, mais nos partenaires sont certainement conscients du point de vue du Canada.

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances que je pose ma question supplémentaire. Comme le blé vendu ainsi à la Syrie comblerait la totalité des besoins de ce pays pour toute une année, je voudrais demander au ministre s'il a reçu un engagement des États-Unis et, s'il n'en a pas reçu, ce qu'il entend faire à ce sujet.